



Informations du Guatemala

4^o année, n^o 164

Du 21 mars au 3 avril 1986

POLITIQUE

Le Guatemala s'oppose à la politique interventionniste
Appel lancé pour le respect de la souveraineté
Accroissement de la violence politique
Le gouvernement : incompétence économique
L'Armée refuse une dérogation au décret
Les Etats-Unis restreignent le Travel Advisory
Gaspillage officiel

ECONOMIE

Les pays d'Amérique Centrale agissent en front uni

CONTRE-INSURRECTION

Captures de paysans
Insécurité dans la capitale

INSURRECTION

Actions rebelles à El Petén
Embuscade à El Quiché

DROITS DE L'HOMME

Assassinat d'un chef des pompiers
Cimetière clandestin
Enlèvement collectif
Assassinats
Bombe lacrymogène
La situation des Droits de l'Homme ne s'est pas modifiée
Dénonciation du GAM

- 2 -

POLITIQUE

LE GUATEMALA S'OPPOSE A LA POLITIQUE INTERVENTIONNISTE

Le 21 mars, à San Juan, Puerto-Rico, le président Vinicio Cerezo Arévalo déclarait que le Guatemala "ne sera pas un instrument des Etats-Unis en Amérique centrale". Cette affirmation réfute les versions émanant de la Maison Blanche et alléguant que le gouvernement guatémaltèque appuie la politique du président américain dans la région.

Cerezo, qui a participé à une série de conférences économiques sur les Caraïbes et l'Amérique centrale, indique que Washington "doit respecter les pays d'Amérique latine". Il a en outre félicité la Chambre des Représentants des Etats-Unis pour avoir refusé la demande de 100 millions de dollars d'aide militaire et économique, formulée par le Président Reagan, pour les contre-révolutionnaires nicaraguéens.

APPEL LANCE POUR LE RESPECT DE LA SOUVERAINETE

Selon une déclaration conjointe rendue publique le 20 mars, à l'issue de la visite effectuée au Venezuela par le Président Vinicio Cerezo, le Venezuela et le Guatemala ont lancé un appel aux états ayant des intérêts et des liens avec l'Amérique centrale pour oeuvrer en faveur d'un maintien du dialogue et de l'entente indispensables à la paix dans cette région.

La déclaration mettait en exergue le besoin de respecter les principes de non-intervention et d'auto-détermination des peuples, dénonçant de la sorte de façon claire l'ingérence des Etats-Unis dans la région.

ACCROISSEMENT DE LA VIOLENCE POLITIQUE

Le 25 mars, le journal télévisé Aquí El Mundo indiquait que la violence officielle s'était accrue de plus de 50% au cours de l'année. Cette indication provient de statistiques fournies par des institutions d'assurances.

Selon cette même information, au cours du premier trimestre de 1986 (le gouvernement démocrate-chrétien étant entré en fonction le 14 janvier), les assassinats, les enlèvements et autres actes commis au détriment de vies humaines et de la propriété, ont augmentés de 67% par rapport au dernier trimestre de 1985.

LE GOUVERNEMENT : INCOMPETENCE ECONOMIQUE

Le 30 mars, l'Agence d'information ANSA signalait que l'Initiative Privée et les secteurs populaires accusaient le gouvernement d'agir aveuglément dans la recherche de solutions à la crise économique que traverse le pays. L'Agence prévoit, par ailleurs, une montée du malaise social et politique au Guatemala et, elle n'écarte pas la possibilité de manifestations et d'affrontements dans les rues.

L'ARMEE REFUSE UNE DEROGATION AU DECRET

Les déclarations du Ministre de la Défense, le Général Jaime Hernández indiquent clairement que l'Armée s'oppose à la dérogation au décret-loi qui concède l'amnistie aux militaires coupables de violations des Droits de l'Homme.

Pour ledit militaire, l'amnistie en question a été octroyée "assortie de toutes les formalités juridiques par le gouvernement de facto du Général Mejía Victores".

Le Président Cerezo a, à cet égard, déclaré que ce seront les députés du Congrès de la République "qui auront des problèmes et non moi".

LES ETATS-UNIS RESTREIGNENT LE TRAVEL ADVISORY

Le 19 mars, le vice-Ministre des Relations Extérieures, Francisco Villagrán, signalait que le gouvernement des Etats-Unis avait graduellement restreint les interdictions imposées aux touristes américains pour certaines zones du pays. Cette mesure de diminution du Travel Advisory est due à un fléchissement des actions insurrectionnelles.

Au cours des trois derniers régimes militaires, ces interdictions en matière touristique recommandées par le Département d'Etat des Etats-Unis portaient sur de vastes régions au nord et à l'ouest du Guatemala.

GASPILLAGE OFFICIEL

Le 31 mars, des milieux de presse locaux précisait qu'ils disposaient de preuves permettant d'affirmer que le 13 du même mois, un chargement de liqueurs fines, d'une valeur supérieure à 36 000 quetzales avait été livré à la résidence du Président du Congrès de la République et Premier Secrétaire du parti démocrate-chrétien, Alfonso Cabrera.

Le Journal télévisé Aquí El Mundo comparait la crise de plus en plus aigüe qui touche le pays et les appels à l'austérité lancés par le gouvernement avec le gaspillage auquel se livre le Président du Congrès.

ECONOMIE

LES PAYS D'AMERIQUE CENTRALE AGISSENT EN FRONT UNI

Au cours de la vingt-septième Assemblée des Gouverneurs de la Banque Inter-Américaine du Développement -BID-, qui s'est tenue à partir du 24 mars à San José, au Costa Rica, l'Amérique centrale a présenté un front uni dans sa demande de crédits extérieurs pour un montant d'au moins un milliard de dollars aux fins de réactiver son économie pour les années à venir.

Des fonctionnaires d'Amérique centrale ayant assisté à la réunion ont signalé que outre leurs divergences, le Guatemala, le Honduras, le Salvador, le Nicaragua et le Costa Rica ont une position commune en ce qui concerne le secteur économique et, ils ont par ailleurs indiqué que la région a besoin d'une aide financière massive, de l'ouverture des marchés internationaux, du développement de l'infrastructure et du renforcement de la Banque Centre-Américaine de l'Intégration Economique -BCIE-.

CONTRE-INSURRECTION

CAPTURES DE PAYSANS

Le 28 mars, des paysans du département septentrional de El Petén dénonçaient le fait que l'Armée capturait des travailleurs agricoles aux fins de les enrôler dans les fameuses Patrouilles d'Auto-Défense Civiles.

Selon cette dénonciation, émanant des habitants de la municipalité de Santa Elena, des effectifs de l'Armée violentent les jeunes femmes, tuent les animaux domestiques des paysans et détruisent les cultures de céréales de base.

INSECURITE DANS LA CAPITALE

Les habitants de la capitale ont dénoncé au cours de ces derniers jours le fait que depuis janvier dernier, date à laquelle le gouvernement démocrate-chrétien est arrivé au pouvoir, des hommes armés, appartenant fort probablement aux forces de sécurité gouvernementales, commettaient de nombreuses violations et se rendaient coupables d'actes d'intimidation envers la population.

- 4 -

Les habitants affirment que la terreur augmente face à la carence de mesures visant à freiner les actes impunis de tels hommes armés qui se déplacent généralement à bord de voitures particulières.

INSURRECTION

ACTIONS REBELLES A EL PETEN

Selon un communiqué rebelle rendu public le 23 mars, des unités guérillères des Forces Armées Rebelles -FAR- ont attaqué, le 19 mars, le détachement militaire situé dans la bourgade El Caoba, de la municipalité de Santa Elena, département septentrional de El Petén, sans que l'on puisse pour autant déterminer le nombre de pertes causées.

Les FAR ont également indiqué que d'autres unités avaient occupé des tronçons de routes entre les villages de El Naranjo et La Libertad et entre Sayaxché et Chinajá, situés également dans le département de El Petén, où elles ont organisé des réunions de caractère politique avec les passants.

EMBUSCADE A EL QUICHE

Le 28 mars, un communiqué rebelle indiquait que quelques 75 soldats qui effectuaient des opérations de perquisitions et contrôles contre-insurrectionnels dans les environs de la bourgade Vicotz, Nebaj, dans le département de El Quiché, au nord-ouest du pays, sont tombés dans une embuscade, le 18 mars, tendue par des unités de l'Armée des Guérilleros en Armes -EGP-

Selon cette même information, 6 pertes au sein des rangs officiels ont été occasionnées durant cette embuscade.

DROITS DE L'HOMME

ASSASSINAT D'UN CHEF DES POMPIERS

Le premier Commandant du Corps des Pompiers de la ville de Guatemala, Augusto Rosado, a été assassiné le 19 mars par les forces de sécurité gouvernementales. L'assassinat a été dénoncé par les proches de la victime.

Le 25 mars, des effectifs de sécurité du gouvernement ont ouvert le feu, depuis leurs véhicules en mouvement, sur la maison de la belle-mère de la victime, Imelda Aquino Vásquez.

CIMETIERE CLANDESTIN

Le 25, des autorités du Ministère de l'Intérieur ont signalé qu'un cimetière clandestin avait été découvert, le 17 mars, dans la ville de Coatepeque, située dans le département de Quetzaltenango.

Selon les sources, cette découverte a eu lieu après que 4 policiers aient été arrêtés et assignés devant les tribunaux pour avoir assassiné et enterré illégalement une personne accusée de vol. Le cadavre non identifié de la victime a été localisé dans un puit où se trouvaient d'autres ossements humains.

ENLEVEMENT COLLECTIF

Le 19 mars une dénonciation émanant de proches de 4 personnes faisait savoir que ces personnes avaient été enlevées dans la bourgade San José Poaquil, du département de Chimaltenango, par des effectifs des forces de sécurité gouvernementales.

Selon cette information, Francisco Chuta Osorio, Mario Rachah, le mineur d'âge Inocente Yojero et le professeur rural Agustin Chuta ont été violem-